

dant une longue période puisse entraîner l'exode d'emplois du Canada vers les États-Unis, et comme le président des États-Unis a déclaré que la surtaxe resterait en vigueur au-delà des 90 jours prévus à l'origine, le gouvernement songe-t-il à établir un organisme directeur semblable à celui qu'a proposé le comité permanent des affaires extérieures en vue de s'assurer que les filiales des sociétés américaines installées au Canada servent les intérêts bien compris de notre économie?

Le très hon. M. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas à l'esprit cette recommandation particulière, mais je peux donner une réponse générale, savoir que le gouvernement avise à tous les moyens possibles de parer à la surtaxe américaine et aux autres mesures que pourraient imposer les États-Unis.

LES PERSPECTIVES D'EXPANSION

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Il a dit hier soir que tous les indices économiques permettaient d'espérer une importante expansion. Connaît-il certains indices tels que les chiffres de juillet de la production nationale réelle, d'après lesquels le rendement de l'industrie manufacturière aurait baissé de 0.3 p. 100, soit un dixième pour cent de...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. C'est plutôt une déclaration qu'une question.

M. Paproski: Une question supplémentaire.

M. l'Orateur: J'ose espérer qu'il ne s'agira pas d'une déclaration supplémentaire. Le député pourrait nous dire s'il a une question à poser au premier ministre.

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, étant donné l'optimisme du premier ministre quant à l'expansion économique, nous dirait-il dans quel mois exactement les vues exprimées à l'émission «Encounter» ont été enregistrées?

M. l'Orateur: Le député de Joliette a la parole.

* * *

L'AGRICULTURE

L'AIDE AUX PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE—ON DEMANDE AU MINISTRE DE FAIRE UNE DÉCLARATION

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Ayant fait part au ministre de l'Agriculture, dernièrement, des énormes difficultés que connaissent les producteurs de pommes de terre, tant au Québec que partout ailleurs au pays, j'aimerais lui demander si, ce matin, il est en mesure de faire une déclaration assurant les producteurs de pommes de terre qu'on leur viendra en aide, étant donné que la vente se fait actuellement à prix excessivement bas?

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne puis donner aujourd'hui à la Chambre les détails du programme, mais que le député sache que nous étudions de façon sérieuse et urgente la possibilité d'accorder de l'aide à l'égard de cette denrée.

[M. Rowland.]

L'hon. M. MacLean: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ne suis pas certain que la question du député de Malpègue soit supplémentaire à celle du député de Joliette. Je dois avouer qu'en lui donnant la parole je croyais qu'il allait poser une question supplémentaire dans le même ordre d'idées que les précédentes. Nous ferions peut-être bien maintenant de continuer les questions sur le sujet amorcé par le député de Joliette. Le député de Malpègue peut poser sa question supplémentaire.

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Agriculture pourrait-il prochainement faire une déclaration à l'appel des motions au sujet de la politique du gouvernement tendant à essayer d'améliorer la situation financière plutôt pénible des producteurs de pommes de terre et de petits fruits pour que ces gens de même que les gouvernements provinciaux sachent à quoi s'en tenir exactement et le plus tôt possible au sujet de la politique proposée par le gouvernement?

L'hon. M. Olson: Je le voudrais bien, monsieur l'Orateur. Cependant, je dois informer le député et la Chambre qu'hier après-midi et même ce matin, nous avons cherché à organiser une rencontre entre M. MacDonald, ministre de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard, et M. Stairs, ministre de l'agriculture de Nouveau-Brunswick, pour discuter de la question. En vérité, je serai malavisé de vouloir faire une déclaration avant que cette réunion ait eu lieu.

[Français]

M. La Salle: Monsieur l'Orateur, je désire poser une autre question supplémentaire.

Je remarque que le ministre de l'Agriculture a semblé avoir des contacts avec deux ministres provinciaux sûrement intéressés au problème. Invitera-t-il son homologue du Québec à assister à ces réunions?

[Traduction]

L'hon. M. Olson: Je devrais dire que mes hauts fonctionnaires ont eu des entretiens avec certains hauts fonctionnaires du Québec, mais je n'ai pas reçu de demande du ministre de l'Agriculture de cette province. La demande des deux autres provinces a été transmise ce matin et hier après-midi.

LE DUMPING DE POMMES DE TERRE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE ET LA BAISSÉ DES PRIX EN ALBERTA

M. J. H. Horner (Crowfoot): Ma question supplémentaire porte sur le dumping des pommes de terre en Colombie-Britannique, ce qui fait baisser considérablement le prix des pommes de terre en Alberta. Le ministre voudrait-il examiner ce problème?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Sûrement monsieur l'Orateur, et en réalité nous l'examinons depuis longtemps. Je crois comprendre que la situation s'est dégradée.

M. Horner: Le ministre ne devrait pas se contenter d'un simple examen du problème.